

Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 30 juin 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence de la morosité observée au premier trimestre et des perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents, les prévisions de croissance de l'économie mondiale ont été abaissées par le Fonds monétaire international (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2014, la croissance de la production mondiale s'élèverait désormais à +3,4 % sur l'ensemble de l'année 2014 (contre +3,2 % en 2013 et +3,5 % en 2012).

Après une progression de 0,2 % début 2014, le PIB de la zone euro est stable au deuxième trimestre (0,0 %). L'économie française connaît, comme au premier trimestre, une croissance nulle sous l'effet notamment d'un nouveau recul de l'investissement et d'une contribution négative des échanges extérieurs (-0,1 point de PIB). La production totale de biens et services est pour sa part quasi stable (-0,1 %). Seule la consommation des ménages se redresse, avec une hausse de 0,5 % des dépenses de consommation.

Lors de sa réunion du 4 septembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a adopté des mesures fortes pour faire remonter le niveau d'inflation et soutenir l'activité par la reprise du crédit. D'une part, une nouvelle baisse des taux directeurs : le taux des opérations principales de refinancement est abaissé de 10 points de base, à 0,05 % ; le taux de la facilité de prêt marginal est abaissé de 10 points de base, à 0,30 % et le taux de la facilité de dépôt est abaissé de 10 points de base, à -0,20 %. D'autre part, le lancement de deux programmes d'achat d'actifs du secteur privé non financier : un programme d'achat de titres adossés à des actifs (asset-backed securities –ABS) et un programme d'achat d'obligations sécurisées (covered bonds). Les interventions au titre de ces programmes débuteront en octobre 2014. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « Les mesures nouvellement décidées, ainsi que les opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO) qui seront conduites dans deux semaines, auront une incidence notable sur le bilan de la BCE. Elles viennent s'ajouter à l'arsenal des mesures de politique monétaire prises ces derniers mois (...) Dans notre analyse, nous avons pris en compte les perspectives d'inflation globalement faibles, l'essoufflement récent de la dynamique de croissance de la zone euro et la persistance d'évolutions atones de la monnaie et du crédit (...) À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de 2 %. (...) S'il devenait nécessaire d'accentuer notre réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. »

DES INDICATEURS FINANCIERS MOINS DYNAMIQUES

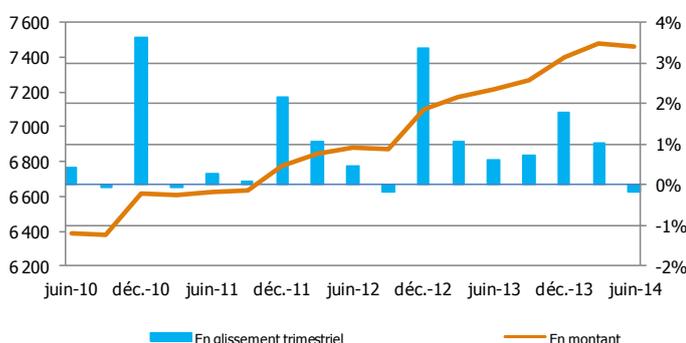
L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8,5 milliards d'euros, continue de progresser au deuxième trimestre 2014 mais à vitesse réduite sur trois mois (+1,4 % après +2,9 % en mars 2014). Sur un an, le rythme de croissance s'accélère (+5,5 % après +4,7 % en mars 2014). Cette évolution est la plus élevée depuis juin 2012.

Les crédits aux entreprises connaissent une croissance ralentie (+1,1 % contre +2,7 % à fin mars 2014) et les financements consentis aux ménages poursuivent leur faible progression (+0,4 %). Les crédits alloués aux collectivités locales enregistrent également une augmentation plus modérée qu'au trimestre précédent (+1,6 % après +3,0 % à fin mars 2014).

Après avoir connu un ralentissement en début d'année, **la collecte nette d'actifs financiers** est en légère diminution au deuxième trimestre (-0,2 % sur trois mois), la hausse des placements des ménages n'ayant pas totalement compensé la baisse des placements des entreprises et des autres agents.

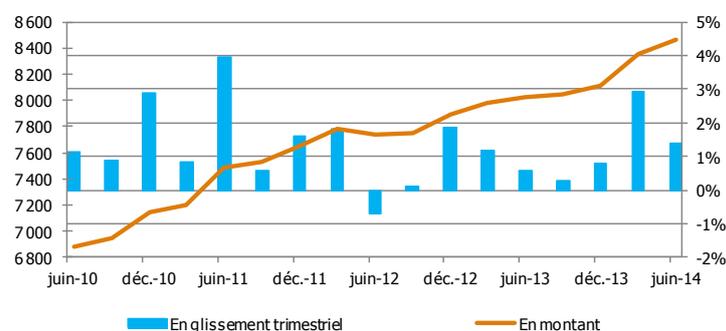
Évolution des actifs financiers

En millions d'euros



Évolution des concours bancaires

En millions d'euros



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT MODÉRÉE

Croissance contenue des crédits aux entreprises

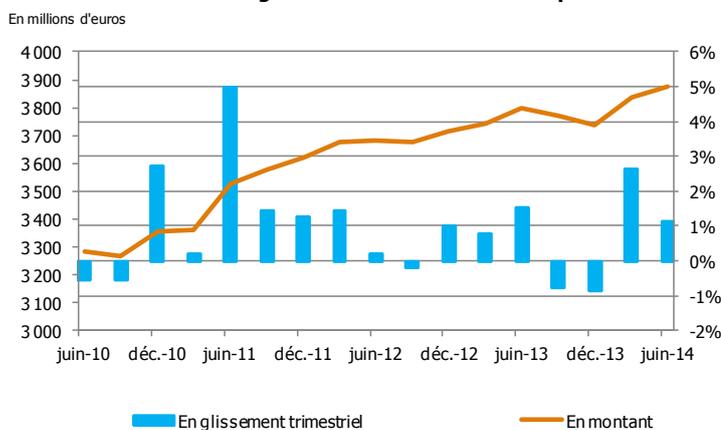
Les financements consentis aux entreprises affichent une croissance ralentie au deuxième trimestre (+1,1 %, soit +42,7 millions d'euros) pour s'établir à 3,9 milliards d'euros. Sur un an, l'encours connaît une évolution similaire (+2,1 % après +2,5 % trois mois plus tôt).

Face à la stabilisation des prévisions d'investissement des chefs d'entreprises, **les crédits d'investissement** progressent à un rythme plus modéré (+1,3 % sur trois mois après +2,8 % en mars 2014). En glissement annuel, l'évolution est dynamique (+5,6 % sur un an après +2,1 % en mars 2014). Les crédits à l'équipement augmentent de 2,1 % sur le trimestre après +2,4 % en mars 2014. L'investissement des entrepreneurs individuels se contracte (-3,0 % sur trois mois après +2,4 % en mars 2014). De même, les opérations de crédit-bail sont en repli, tant en rythme trimestriel (-2,9 %) qu'annuel (-6,7 %).

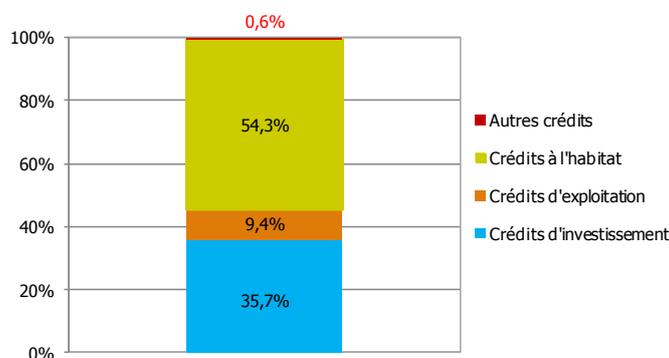
Les crédits d'exploitation enregistrent également une hausse moins marquée sur trois mois (+4,5 % après +19,9 % au trimestre précédent). Cette évolution succède à la forte hausse de mars 2014 liée à une opération exceptionnelle réalisée par une banque de la place sur une unique contrepartie.

Les crédits immobiliers, qui représentent 54,3 % des encours de crédits octroyés aux entreprises, sont en légère augmentation à fin juin (+0,5 % sur trois mois et +0,4 % sur un an).

Évolution globale des crédits aux entreprises



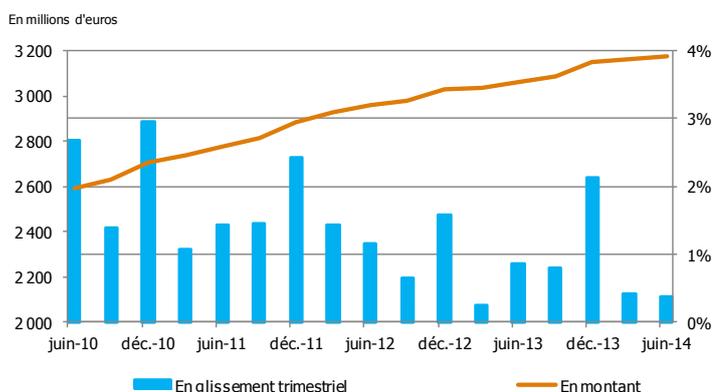
Répartition des crédits aux entreprises



Atonie des crédits aux ménages

Au deuxième trimestre 2014, **l'encours sain des crédits aux ménages** connaît, comme au trimestre précédent, une faible hausse (+0,4 %, soit +11,8 millions d'euros). Sur un an, l'encours croît de 3,8 % pour atteindre 3,2 milliards d'euros.

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Les crédits à la consommation sont en léger repli sur trois mois (-0,1 %) et sont stables sur douze mois (0,0 %). Cette tendance à la baisse est liée en partie au recul du marché automobile : le nombre de véhicules neufs immatriculés dans le département a de nouveau diminué (-5,6 % sur trois mois et -2,1 % sur un an).

Le financement de l'habitat continue de croître mais à un rythme ralenti, tant en glissement trimestriel (+0,6 % après +1,1 % en mars 2014) qu'annuel (+5,5 % contre +6,4 %). L'encours, qui concentre 69,2 % de l'ensemble des crédits aux ménages, s'établit à 2,2 milliards d'euros.

Hausse des crédits aux collectivités

Les **crédits alloués aux collectivités locales**, qui représentent 11,0 % de l'activité de crédit dans le département, augmentent de 1,6 % sur trois mois (après +3,0 % en mars 2014). Sur un an, l'encours affiche une croissance dynamique (+9,8 % contre +5,7 % au trimestre précédent), pour s'établir à 932,1 millions d'euros. Les crédits d'investissement, moteurs de ce marché (97,9 % de l'ensemble), voient leur rythme de progression ralentir sur trois mois (+1,8 % après +3,2 % en mars 2014). Cependant, sur un an, ils affichent une bonne performance (+11,5 %).

Évolution stable de la sinistralité

À 496,2 millions d'euros, l'**encours des créances douteuses brutes** des établissements de crédit installés localement est en faible hausse sur trois mois (+0,2 %) et en baisse sur douze mois (-6,9 %). Le **taux de créances douteuses brutes** est stable sur le trimestre à 6,7 %, mais s'améliore nettement sur un an (-0,8 point). Le taux de provisionnement des banques locales diminue pour sa part, tant en glissement trimestriel (-2 points) qu'annuel (-2,7 points).

UN ESSOUFFLEMENT DES ACTIFS FINANCIERS

À fin juin 2014, les **actifs financiers des agents économiques** sont en légère baisse (-0,2 %). À 7,5 milliards d'euros, l'encours marque une pause dans la croissance continue observée depuis septembre 2012.

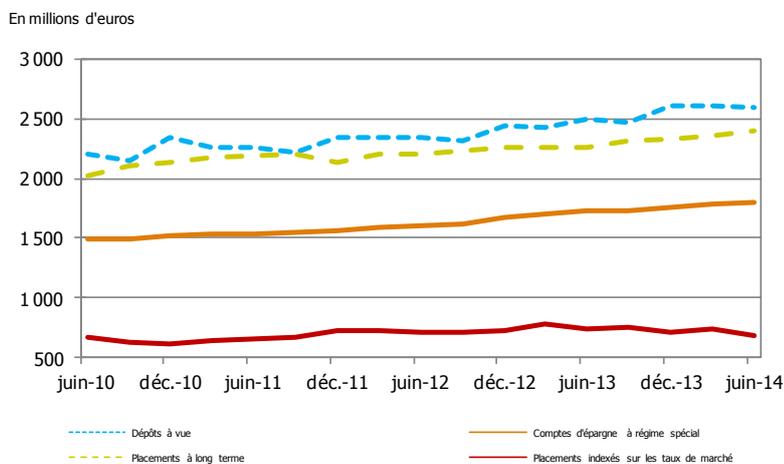
En glissement annuel, l'encours des actifs financiers augmente à un rythme plus modéré (+3,4 % après +4,2 % en mars 2014).

La perte de vigueur des actifs financiers est essentiellement liée au recul **des placements liquides ou à court terme** (-1,4 % sur trois mois), impactés par la chute des placements indexés sur les taux de marché (-7,1 %).

Les **dépôts à vue**, principaux actifs financiers détenus par les agents économiques (34,7 % du total des actifs financiers), affichent un léger repli à fin juin (-0,7 %).

En revanche, l'**épargne longue** continue de croître (+1,7 % après +1,3 % trois mois plus tôt).

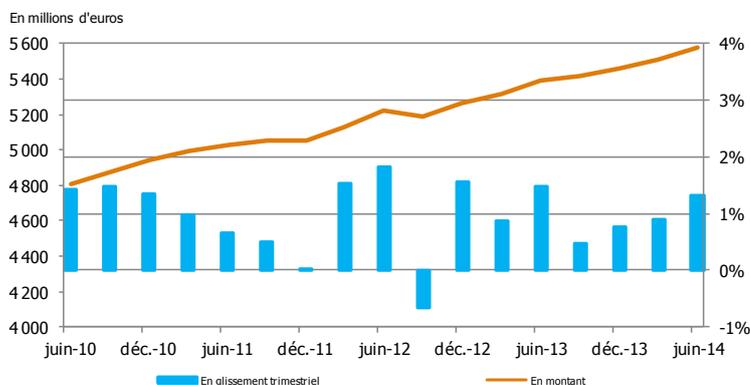
Évolution des principales composantes des actifs financiers



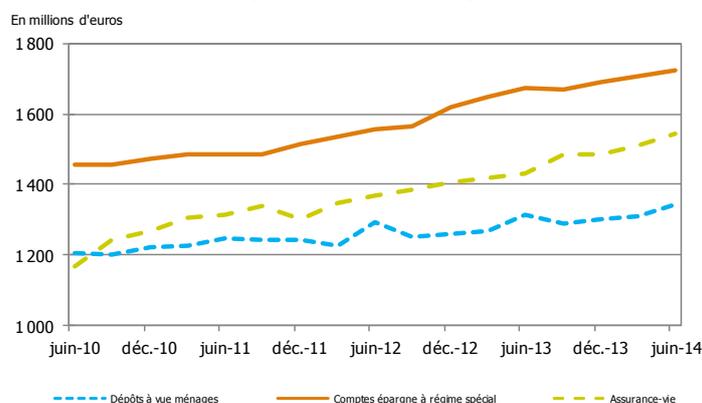
Progression de l'épargne des ménages

Les **placements des ménages**, qui totalisent 5,6 milliards d'euros, enregistrent une nouvelle croissance au deuxième trimestre 2014 (+1,3 % après +0,9 % en mars 2014 et +0,8 % en décembre 2013). Sur un an, l'encours reste bien orienté (+3,5 %).

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



Les **dépôts à vue** affichent une bonne performance sur trois mois (+2,7 % après +0,5 % au trimestre précédent). Néanmoins, cette évolution ne se confirme pas sur douze mois (+2,2 % après +3,1 % en mars 2014).

L'épargne à long terme progresse de 1,3 %, comme au trimestre précédent. L'assurance-vie, qui demeure le premier produit d'épargne à long terme des ménages (66,2 % du total), poursuit sa progression (+2,1 % après +1,8 % en mars 2014) et affiche une hausse marquée sur un an (+7,7 %).

En parallèle, le rythme de croissance **des placements liquides ou à court terme** ralentit de nouveau (+0,4 % après +0,7 % en mars 2014). Cette évolution est imputable aux placements indexés sur les taux de marché qui diminuent pour le deuxième trimestre consécutif (-3,9 % après -1,8 %). Les comptes d'épargne à régime spécial augmentent pour leur part faiblement (+0,9 %).

Recul des placements des entreprises

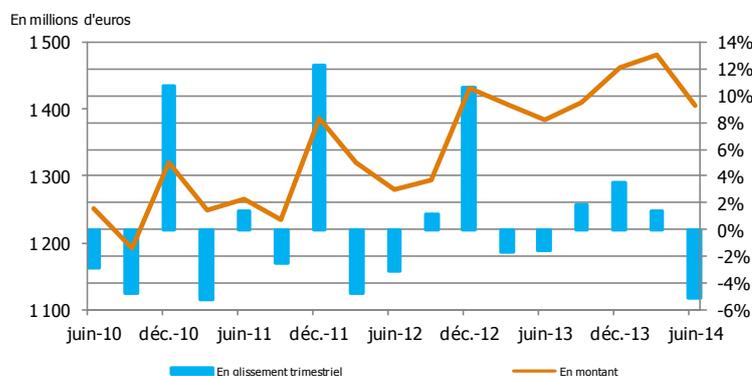
Les actifs financiers globaux des sociétés non financières marquent le pas, en repli de 5,1 % sur trois mois (après +1,4 % en mars 2014). En glissement annuel, l'encours progresse de 1,5 %, une augmentation nettement inférieure à celle observée l'année précédente à la même période (+8,3 % en juin 2013).

Cette diminution des actifs financiers au deuxième trimestre est notamment liée à la dégradation **des dépôts à vue** (-6,1 % après +2,2 % en mars 2014). Leur croissance annuelle reste toutefois dynamique (+7,1 %).

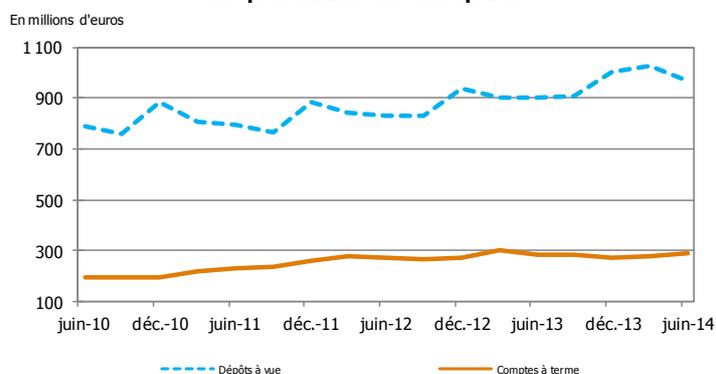
La baisse **des placements liquides ou à court terme** s'accroît (-3,0 % sur trois mois après -0,4 %) en raison de la contraction des placements indexés sur les taux de marché (-3,2 %).

Après avoir augmenté timidement en début d'année, **l'épargne longue** fléchit sur trois mois (-1,8 %) et sur un an (-10,4 %).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Baisse des actifs des autres agents

Les placements des autres agents s'inscrivent en retrait à fin juin (-2,3 %), après avoir progressé de 1,5 % au trimestre précédent. Ce repli est principalement imputable à la chute des placements liquides ou à court terme (-15,1 % après +19,7 % en mars 2014).

MÉTHODOLOGIE

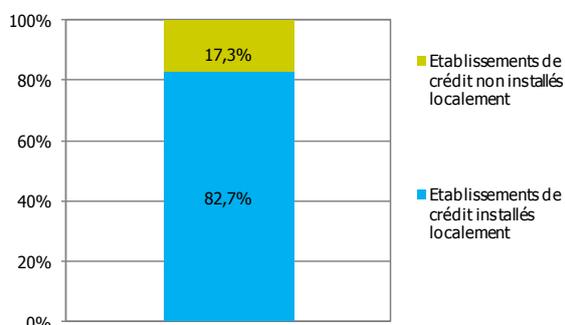
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

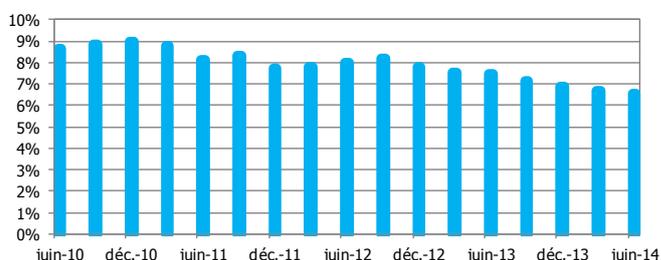
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	358,4	362,4	381,4	365,6	329,3	290,3	348,0	363,5	4,5%	-0,6%
Créances commerciales	34,4	31,1	37,4	41,6	39,3	34,6	32,7	38,3	17,0%	-7,9%
Crédits de trésorerie	162,2	153,6	157,7	145,8	153,4	123,2	118,9	123,0	3,5%	-15,6%
(dt) Entrepreneurs individuels	40,5	38,3	35,6	33,9	33,0	33,5	33,6	32,9	-2,0%	-3,1%
Comptes ordinaires débiteurs	138,3	145,8	158,4	155,9	117,2	104,2	171,2	176,8	3,3%	13,4%
Affacturage	23,5	31,9	27,9	22,3	19,4	28,3	25,2	25,5	1,0%	14,2%
Crédits d'investissement	1 337,7	1 340,6	1 331,1	1 311,4	1 290,5	1 330,2	1 366,8	1 384,4	1,3%	5,6%
Crédits à l'équipement	1 103,5	1 102,2	1 083,6	1 074,0	1 067,6	1 112,1	1 138,7	1 162,9	2,1%	8,3%
(dt) Entrepreneurs individuels	130,4	116,1	71,8	66,6	65,9	66,2	69,1	67,0	-3,0%	0,6%
Crédit-bail	234,2	238,4	247,5	237,4	222,9	218,1	228,2	221,5	-2,9%	-6,7%
Crédits à l'habitat	1 561,5	1 799,0	1 944,8	2 098,1	2 126,4	2 090,5	2 095,6	2 105,7	0,5%	0,4%
Autres crédits	25,3	25,3	26,5	24,1	22,8	24,8	24,4	23,9	-1,9%	-0,5%
Encours sain	3 282,9	3 527,3	3 683,7	3 799,1	3 769,0	3 735,8	3 834,9	3 877,6	1,1%	2,1%
Ménages										
Crédits à la consommation	911,3	956,9	978,3	971,3	975,4	982,8	972,3	971,1	-0,1%	0,0%
Crédits de trésorerie	833,9	876,6	898,5	897,3	897,9	908,9	893,5	893,0	0,0%	-0,5%
Comptes ordinaires débiteurs	48,0	53,1	52,5	50,3	54,3	51,6	52,9	53,5	1,2%	6,5%
Crédit-bail	29,4	27,3	27,2	23,8	23,2	22,3	26,0	24,6	-5,4%	3,3%
Crédits à l'habitat	1 681,5	1 817,3	1 978,2	2 084,1	2 104,0	2 161,8	2 185,4	2 198,5	0,6%	5,5%
Autres crédits	1,4	1,8	3,4	4,5	4,9	5,7	5,7	5,5	-2,6%	23,3%
Encours sain	2 594,1	2 776,0	2 959,8	3 059,8	3 084,3	3 150,3	3 163,4	3 175,2	0,4%	3,8%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	7,3	70,3	15,9	22,4	14,5	14,7	14,3	12,3	-13,9%	-45,1%
Crédits de trésorerie	6,9	12,2	13,9	8,5	13,6	13,0	12,4	8,7	-29,9%	3,2%
Comptes ordinaires débiteurs	0,4	58,1	2,0	13,9	0,9	1,7	1,8	3,6	95,4%	-74,5%
Crédits d'investissement	721,3	743,4	735,7	818,6	848,0	868,3	896,0	912,5	1,8%	11,5%
Crédits à l'équipement	720,9	743,1	735,6	818,5	848,0	868,2	896,0	912,5	1,8%	11,5%
Autres crédits	12,3	10,3	9,0	8,0	9,1	7,7	7,5	7,3	-2,4%	-9,0%
Encours sain	740,9	824,1	760,7	849,0	871,7	890,7	917,8	932,1	1,6%	9,8%
Autres agents										
Encours sain	264,3	359,4	330,0	321,5	325,9	336,9	436,6	483,8	10,8%	50,5%
TOTAL										
Encours sain	6 882,2	7 486,8	7 734,3	8 029,4	8 050,8	8 113,7	8 352,7	8 468,7	1,4%	5,5%
dont ECNIL	1 239,4	1 350,9	1 390,8	1 409,5	1 391,3	1 411,6	1 463,1	1 464,1	0,1%	3,9%
Créances douteuses brutes	604,1	624,7	603,1	597,4	574,8	561,6	529,8	567,7	7,1%	-5,0%
dont ECIL	534,1	543,0	552,2	532,9	512,1	492,3	495,2	496,2	0,2%	-6,9%
Créances douteuses nettes	243,0	260,9	225,5	221,8	209,3	215,9	184,4	224,2	21,6%	1,1%
(dt) Entreprises	183,0	196,3	169,0	156,0	144,8	152,6	120,2	149,0	24,0%	-4,5%
(dt) Ménages	55,8	53,0	55,6	51,5	50,2	49,3	53,6	65,3	21,8%	26,7%
Provisions	361,1	363,8	377,6	375,5	365,5	345,7	345,5	343,5	-0,6%	-8,5%
Encours brut total	7 486,3	8 111,5	8 337,4	8 626,8	8 625,6	8 675,3	8 882,5	9 036,4	1,7%	4,7%
Taux de créances douteuses	8,1%	7,7%	7,2%	6,9%	6,7%	6,5%	6,0%	6,3%	0,3pt(s)	-0,6pt(s)
dont ECIL	8,6%	8,1%	8,0%	7,5%	7,1%	6,8%	6,7%	6,7%	0pt(s)	-0,8pt(s)
Taux de provisionnement	59,8%	58,2%	62,6%	62,9%	63,6%	61,6%	65,2%	60,5%	-4,7pt(s)	-2,4pt(s)
dont ECIL	67,6%	67,0%	68,4%	70,5%	71,4%	70,2%	69,8%	67,8%	-2pt(s)	-2,7pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	1 251,1	1 266,4	1 278,8	1 385,0	1 411,2	1 461,1	1 481,7	1 405,7	-5,1%	1,5%
Dépôts à vue	789,2	797,1	829,0	900,5	910,1	1 005,3	1 027,4	964,8	-6,1%	7,1%
Placements liquides ou à court terme	408,0	417,8	398,3	449,5	467,7	423,9	422,4	409,5	-3,0%	-8,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,1	4,7	3,6	3,3	5,6	5,1	4,1	4,7	12,9%	43,0%
Placements indexés sur les taux de marché	405,0	413,2	394,7	446,2	462,1	418,8	418,2	404,8	-3,2%	-9,3%
<i>dont comptes à terme</i>	193,5	232,1	270,7	283,7	285,2	269,6	277,2	290,3	4,7%	2,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	163,2	142,4	80,3	105,4	116,6	96,0	92,2	81,4	-11,7%	-22,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	48,3	38,5	43,6	57,0	60,3	53,1	48,7	33,0	-32,2%	-42,0%
Épargne à long terme	53,9	51,5	51,5	35,1	33,5	31,8	32,0	31,4	-1,8%	-10,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	25,3	27,3	24,4	14,8	12,9	13,0	13,1	12,8	-2,1%	-13,0%
Ménages	4 805,0	5 023,5	5 221,1	5 391,5	5 417,3	5 458,2	5 506,9	5 580,4	1,3%	3,5%
Dépôts à vue	1 203,9	1 245,1	1 294,6	1 314,0	1 290,8	1 302,4	1 308,5	1 343,3	2,7%	2,2%
Placements liquides ou à court terme	1 651,7	1 668,2	1 787,2	1 869,4	1 864,0	1 886,4	1 899,6	1 907,3	0,4%	2,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 455,8	1 485,7	1 555,2	1 672,0	1 670,0	1 689,7	1 706,5	1 721,6	0,9%	3,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	622,0	615,2	632,5	639,5	639,4	640,1	646,0	651,5	0,8%	1,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	518,7	555,5	604,6	677,3	673,5	686,7	694,5	700,9	0,9%	3,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,0	14,9	14,6	14,8	14,8	15,2	14,8	14,9	1,0%	1,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	53,7	49,2	47,4	43,2	43,0	40,5	37,7	37,5	-0,6%	-13,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	135,9	138,7	145,4	188,3	191,6	199,2	205,7	209,7	2,0%	11,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	110,5	112,2	110,7	108,9	107,8	108,0	107,7	107,0	-0,7%	-1,8%
Placements indexés sur les taux de marché	196,0	182,5	232,0	197,4	194,0	196,8	193,2	185,7	-3,9%	-5,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	139,2	133,6	193,3	169,1	166,8	170,4	167,3	159,4	-4,7%	-5,7%
<i>dont bons de caisse</i>	0,7	0,8	0,7	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,0%	-46,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	56,1	48,1	38,0	27,9	26,7	26,1	25,7	26,0	1,4%	-6,8%
Épargne à long terme	1 949,4	2 110,3	2 139,4	2 208,1	2 262,4	2 269,4	2 298,8	2 329,9	1,3%	5,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	437,3	441,7	449,7	459,4	461,4	472,6	476,5	480,8	0,9%	4,6%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	78,9	72,3	69,9	67,9	66,6	65,7	65,0	63,6	-2,2%	-6,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,6	5,8	5,6	5,5	6,2	5,6	5,5	6,3	13,0%	14,6%
<i>dont portefeuille titre</i>	181,7	193,3	184,9	186,6	184,5	183,3	183,0	180,4	-1,4%	-3,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	76,2	83,4	59,8	56,3	57,3	57,5	57,9	56,6	-2,1%	0,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 168,7	1 313,9	1 369,5	1 432,4	1 486,4	1 484,7	1 510,9	1 542,2	2,1%	7,7%
Autres agents	329,8	336,4	380,2	440,6	441,1	479,7	487,1	475,9	-2,3%	8,0%
Dépôts à vue	202,8	216,2	223,8	274,1	266,0	296,4	271,6	280,3	3,2%	2,3%
Placements liquides ou à court terme	109,8	98,9	137,7	148,7	156,7	162,4	194,4	165,1	-15,1%	11,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	37,2	43,3	48,0	57,1	60,2	64,8	67,9	70,2	3,5%	22,9%
Placements indexés sur les taux de marché	72,5	55,5	89,8	91,6	96,4	97,6	126,6	94,9	-25,1%	3,6%
<i>dont comptes à terme</i>	33,5	26,1	58,9	63,9	76,8	74,4	90,0	68,2	-24,2%	6,7%
Épargne à long terme	17,3	21,3	18,6	17,8	18,5	20,9	21,0	30,5	45,0%	71,6%
Total actifs financiers	6 385,9	6 626,3	6 880,1	7 217,1	7 269,6	7 399,0	7 475,8	7 462,1	-0,2%	3,4%
Dépôts à vue	2 195,9	2 258,4	2 347,4	2 488,6	2 466,9	2 604,1	2 607,4	2 588,4	-0,7%	4,0%
Placements liquides ou à court terme	2 117,7	2 184,9	2 323,2	2 467,6	2 488,4	2 472,8	2 516,4	2 481,9	-1,4%	0,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 481,6	1 533,7	1 606,7	1 732,4	1 735,8	1 759,6	1 778,5	1 796,5	1,0%	3,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	648,1	645,5	667,1	680,5	680,5	688,1	696,9	704,1	1,0%	3,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	531,3	573,1	621,4	696,5	696,5	708,5	715,4	722,9	1,1%	3,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,1	14,9	14,6	14,8	14,8	15,2	14,8	14,9	1,0%	1,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	53,7	49,2	47,4	43,2	43,2	40,5	37,7	37,5	-0,6%	-13,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	135,3	138,8	145,4	188,4	188,4	199,3	205,8	209,8	2,0%	11,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	110,0	112,2	110,8	109,0	109,0	108,1	107,8	107,1	-0,7%	-1,8%
Placements indexés sur les taux de marché	636,1	651,2	716,6	735,2	752,5	713,2	738,0	685,4	-7,1%	-6,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	345,3	391,8	522,9	516,7	528,9	514,4	534,5	518,0	-3,1%	0,2%
<i>dont bons de caisse</i>	1,1	1,9	1,4	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,0%	-21,9%
<i>dont certificats de dépôt</i>	35,1	38,5	43,6	57,0	60,3	53,1	48,7	33,0	-32,2%	-42,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	254,7	219,0	148,6	160,7	162,6	145,1	154,1	133,8	-13,2%	-16,8%
Épargne à long terme	2 021,7	2 183,0	2 209,4	2 261,2	2 314,4	2 322,1	2 351,9	2 391,8	1,7%	5,8%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	438,743	441,9	450,0	459,8	461,7	472,9	476,9	481,1	0,9%	4,6%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	78,675	72,3	69,9	67,9	66,6	65,7	65,0	63,6	-2,2%	-6,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,508	5,8	5,6	5,7	6,2	5,6	5,5	6,3	12,9%	8,9%
<i>dont actions</i>	58,563	79,9	52,5	51,5	55,0	58,4	60,4	59,2	-2,1%	14,9%
<i>dont obligations</i>	154,189	146,6	167,6	163,8	158,1	151,7	149,3	156,1	4,6%	-4,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	111,207	122,6	94,1	80,0	80,1	83,0	83,6	83,2	-0,5%	4,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 173,785	1 314,0	1 369,6	1 432,5	1 486,6	1 484,9	1 511,2	1 542,4	2,1%	7,7%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : J.-M. PAUGAM
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : septembre 2014